



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.2/50/L.71
6 décembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
DEUXIÈME COMMISSION
Point 96 f) de l'ordre du jour

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE : DÉCENNIE INTERNATIONALE
DE LA PRÉVENTION DES CATASTROPHES NATURELLES

Projet de résolution présenté par le Vice-Président de la Commission,
M. Conor Murphy (Irlande), sur la base des consultations officielles
consacrées au projet de résolution A/C.2/50/L.35

Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions 44/236 du 22 décembre 1989, 46/182 du
19 décembre 1991, 49/22 A du 2 décembre 1994 et 49/22 B du 20 décembre 1994,

Prenant note des résolutions 1995/47 A et 1995/47 B du Conseil économique
et social, en date du 27 juillet 1995,

Préoccupée de la menace persistante que font peser les catastrophes
naturelles et autres catastrophes du même ordre ayant des conséquences
— notamment environnementales — néfastes sur les populations vulnérables pour
l'économie des pays, en particulier des pays en développement,

Préoccupée également de la menace persistante que représentent les
catastrophes naturelles et autres catastrophes du même ordre qui ont des effets
nocifs sur l'environnement,

Rappelant la Stratégie de Yokohama pour un monde plus sûr : Directives pour
la prévention des catastrophes naturelles, la préparation aux catastrophes et
l'atténuation de leurs effets, que la Conférence mondiale sur la prévention des
catastrophes naturelles a adoptée le 27 mai 1994¹,

Tenant compte des dispositifs d'alerte rapide dont dispose le système des
Nations Unies, en particulier le Département des affaires humanitaires du

¹ Voir A/CONF.172/9, chap. I, annexe I.

Secrétariat, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation météorologique mondiale, l'Organisation mondiale de la santé, et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture,

Consciente de la nécessité d'éviter le chevauchement des tâches entre les organes du système des Nations Unies qui mettent en oeuvre ces dispositifs d'alerte rapide,

Soulignant que l'alerte rapide en cas de catastrophes naturelles et autres catastrophes imminentes ayant des effets nocifs sur l'environnement, conjuguée à des mesures judicieuses de préparation et à la diffusion efficace d'information sur ces mesures par télécommunication, y compris radiodiffusion, est un élément clef du succès de la prévention et de la planification préalable,

Réaffirmant qu'une croissance économique soutenue et un développement durable sont essentiels si l'on veut prévenir les catastrophes naturelles et autres catastrophes du même ordre ayant des effets nocifs sur l'environnement et y parer, et qu'il importe que les gouvernements intéressés, ainsi que la communauté internationale, prêtent spécialement attention à la prévention et à la planification préalable,

1. Prend note du rapport du Secrétaire général sur les dispositifs d'alerte rapide mis en place par les organismes des Nations Unies pour parer aux catastrophes naturelles et autres catastrophes du même ordre ayant des effets nocifs sur l'environnement²;

2. Se félicite de l'approche interinstitutions constructive adoptée par le secrétariat de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, qui relève du Département des affaires humanitaires du Secrétariat de l'ONU, et par tous les organismes et institutions compétents des Nations Unies, approche qui a permis, d'une part, de réaliser ce premier examen analytique de la notion d'alerte rapide, des moyens disponibles en la matière et de ceux qui font défaut, et, de l'autre, de formuler des propositions en vue d'améliorer la coordination et le renforcement des capacités nécessaires;

3. Prie le Comité scientifique et technique de la Décennie de continuer, dans le cadre de ses travaux sur les dispositifs d'alerte rapide, d'explorer et d'étudier de nouveaux concepts scientifiques et méthodes expérimentales qui permettent de prévoir précisément et en temps utile les tremblements de terre, les catastrophes naturelles et autres catastrophes du même ordre ayant des effets nocifs sur l'environnement, afin de faire des recommandations quant aux possibilités d'application et de développement de ces concepts et méthodes dans le contexte de la coopération internationale visant à améliorer les moyens de parer à de telles catastrophes et à minimiser les risques qu'elles comportent;

4. Prend note des conclusions et propositions que le Secrétaire général a présentées dans son rapport concernant l'amélioration des dispositifs d'alerte rapide, une meilleure coordination internationale dans leur utilisation et des échanges de connaissances et de technologies plus efficaces et plus profitables;

² A/50/526.

5. Invite le Secrétaire général, en particulier, à faciliter l'établissement, dans le contexte du Cadre international d'action pour la Décennie de la prévention des catastrophes naturelles³, d'un cadre international concerté de perfectionnement des dispositifs d'alerte rapide en élaborant une proposition concrète de mécanisme international d'alerte rapide qui prévoie le transfert au profit des pays en développement, sous les auspices de l'ONU, de techniques intéressant l'alerte rapide, et qui constituerait un élément de la mise en oeuvre du Cadre international d'action ainsi que de la Stratégie et du Plan d'action de Yokohama;

6. Invite également le Secrétaire général à prendre les mesures nécessaires pour que les données concernant l'alerte rapide réunies sous les auspices de l'ONU soient directement mises à la disposition des décideurs concernés aux niveaux international, national et sous-régional;

7. Engage tous les gouvernements, avec le plein appui des organismes des Nations Unies, à passer périodiquement en revue les besoins et dispositifs nationaux et locaux en matière d'alerte rapide, dans le cadre de la mise en place de mesures nationales de prévention des catastrophes, en vue de renforcer la protection des populations et du patrimoine national;

8. Demande au secrétariat de la Décennie de continuer à favoriser une approche internationale concertée en vue du perfectionnement des dispositifs d'alerte rapide pour parer aux catastrophes naturelles et autres catastrophes du même ordre ayant des effets nocifs sur l'environnement, tout au long du processus qui se clora par la manifestation marquant la fin de la Décennie;

9. Recommande que les pays donateurs accordent un rang de priorité plus élevé à la prévention des catastrophes, aux moyens d'y parer et d'en atténuer les effets dans leurs programmes d'assistance et dans leurs budgets, que ceux-ci soient prévus dans un contexte bilatéral ou multilatéral, notamment en augmentant leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la Décennie et en s'employant à promouvoir et à faciliter le transfert de techniques intéressant l'alerte rapide au profit des pays en développement dans le cadre de l'application de la Stratégie et du Plan d'action de Yokohama;

10. Encourage à redoubler d'efforts, dans le contexte de l'assistance et de la coopération techniques internationales dans le cadre de l'application de la Stratégie et du Plan d'action de Yokohama, pour faciliter la mise à disposition de la technologie appropriée et de données fiables, ainsi que la formation correspondante et l'accès aux réseaux d'alerte rapide, en particulier aux pays en développement;

11. Prie le Secrétaire général de lui faire rapport à sa cinquante-deuxième session sur les progrès accomplis dans l'application de la présente résolution.

³ Voir la résolution 44/236 de l'Assemblée générale, annexe.